

Royaume du Maroc  
Haut –Commissariat au Plan

**Conférence-débat sur  
les classes moyennes  
Partie II**

Intervention de  
**Monsieur Ahmed LAHLIMI ALAMI,**  
**Haut – Commissaire au Plan**

**Les classes moyennes marocaines**  
caractéristiques, évolution  
et facteurs d'élargissement

Lors de la première partie de la conférence-débat sur les classes moyennes, nous avons, surtout, fait référence au critère du revenu pour délimiter la fourchette de ces classes en 2007 et en analyser les poids démographique et économique. En l'absence de données antérieures sur les revenus, observées auprès des ménages, nous allons nous référer, pour analyser l'évolution des caractéristiques des classes moyennes, au critère du niveau de vie, disponible à travers les données issues des enquêtes sur la consommation et les niveaux de vie, réalisées entre 1985 et 2007.

Nous avons déjà souligné la convergence des approches en termes de revenus et de niveaux de vie qui s'explique par la corrélation significative entre les revenus et les dépenses de consommation des ménages. En d'autres termes, l'évolution des caractéristiques des classes moyennes définies selon le critère du niveau de vie ne différerait pas de celle qu'on aurait établie sur la base du critère de revenu.

### **Remarques à caractère général sur les revenus au Maroc**

D'après l'enquête sur les niveaux de vie des ménages réalisée en 2007, le revenu moyen par ménage et par mois s'élève à 5308 DH.

Durant la période 1998–2006, on a assisté à une amélioration certaine des revenus des Marocains. Le revenu brut disponible (par an et par habitant) a, en effet, augmenté, selon les données de la comptabilité nationale, de 4,1% par an. Avec une inflation de 1,8%, le pouvoir d'achat de la population marocaine s'est donc amélioré de 2,3% par an.

Il y a lieu de noter toutefois que la distribution des revenus au Maroc, telle qu'elle ressort de l'enquête précitée, reste inégalitaire.

C'est ainsi que le revenu, par ménage et par mois, est 1,6 fois plus élevé en milieu urbain (6124 DH) qu'en milieu rural (3954 DH).

Par ailleurs, la courbe de concentration des revenus présente une nette asymétrie en faveur des déciles les plus aisés ; les 20% les plus aisés accaparent plus de 53% de la masse globale des revenus, contre 5,4% pour les 20% les plus modestes (*fig 1. en annexe*).

A noter également que 17% de la population vit d'un revenu inférieur à 2.000dh, 64%, d'un revenu inférieur à 5000dh au moment où 8% disposent d'un revenu supérieur à 12.000 dh.

**Rappel sur l'évolution des indicateurs de niveau de vie au Maroc**

Nous avons déjà eu l'occasion, lors d'une précédente rencontre, de présenter l'évolution des niveaux de vie au Maroc d'après les enquêtes sur la consommation et les niveaux de vie réalisées entre 1985 et 2007.

Nous rappelons que la dépense annuelle moyenne par habitant a augmenté, entre 2001 et 2007, de 9290 à 11233 en dirhams constants, soit un taux annuel de 3,2%. Cette progression des niveaux de vie a modifié la structure du budget des ménages au profit des consommations les moins satisfaites. D'une part, le poids, dans le budget total des ménages, de la consommation alimentaire a baissé de 41,3% en 2001 à 40,6% en 2007, au profit notamment du poste « transports et communications » (resp. de 7,5% à 11,6%) ou encore de celui des « loisirs, culture et enseignement » (resp. de 3,6% à 4,4%). D'autre part, le poids, dans le budget alimentaire, des produits riches en calories « les céréales, les sucres et les produits sucrés » a diminué de 25% en 2001 à 22% en 2007, au profit des produits riches en protéines, à savoir les viandes, les poissons et les produits laitiers (resp. de 33,1% à 36,9%).

Nous rappelons également que les inégalités, mesurées par l'indice de Gini, ont pratiquement conservé le même niveau entre 2001 et 2007, ce qui dénote une stagnation de la répartition sociale des dépenses de consommation entre 2001 et 2007. En effet, toutes les catégories de la

population, dont notamment les ruraux, les pauvres et les vulnérables, ont profité de l'amélioration globale des niveaux de vie (*fig.2 en annexe*).

A noter à cet égard que le rapport entre les moyennes urbaine et rurale de la consommation par habitant a été réduit, pour la première fois depuis 1970, de 2 en 2001 à 1,8 fois en 2007.

De même, le taux de pauvreté relative a diminué, durant la même période, de 15,3% à 8,9% au niveau national, de 7,6% à 4,8% en milieu urbain, et de 25,1% à 14,4% en milieu rural. Le taux de vulnérabilité, de son côté, a baissé de 22,8% à 17,5% au niveau national, de 16,6% à 12,7% en milieu urbain, et de 30,5% à 23,6% en milieu rural.

C'est ainsi que, depuis 2001, 1,7 million de Marocains sont sortis de la pauvreté et 1,3 million de la vulnérabilité. L'effectif des pauvres au Maroc est, en 2007, de 2,8 millions de personnes contre 4,5 millions en 2001.

**La croissance des revenus et la stabilité des inégalités sociales, entre 2001 et 2007, ont eu un impact certain sur l'amélioration des niveaux de vie de la population marocaine et tout particulièrement sur la réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité.**

Ceci n'a pas échappé à la vigilance du Rapport mondial sur le développement humain (PNUD, 2007/08) qui indique que le Maroc a réalisé la 6ème performance sur 138 pays, en termes d'accroissement total de l'indicateur du développement humain (IDH), entre 2000 et 2006 (fig.3 en annexe).

Qu'en est-il des classes moyennes ?

## Dépenses de consommation des classes moyennes

### Poids des classes moyennes dans la consommation

Après avoir régressé de 4,4% entre 1985 et 2001, le poids démographique des classes moyennes s'est accru de 3,8% entre 2001 et 2007.

Durant cette dernière période, le poids des classes moyennes dans la consommation totale des biens et services a progressé de 1,9%, contre une régression de 5,5% durant la première période.

## Evolution des dépenses de consommation

Entre 2001 et 2007, on a assisté à une augmentation des dépenses de consommation des classes moyennes.

C'est ainsi que, durant cette période, le taux d'accroissement annuel moyen des dépenses de consommation, aux prix constants, a été de 2,9% pour les classes moyennes contre 3,2% au niveau national. Ce sont les classes modestes et plus encore les classes aisées qui ont le plus bénéficié de cette amélioration globale du niveau de vie avec un taux d'accroissement de 3,2% et 4,3% respectivement.

Ce taux d'accroissement a été, presque, trois fois plus élevé durant la période 2001–2007 qu'entre 1985 et 2001. Selon les classes sociales, il est passé de 1,1% à 3,2% pour les classes modestes, de 1,1% à 2,9% pour les classes moyennes et de 0,9% à 4,3% pour les classes aisées (fig.4 en annexe).

*En somme, si l'amélioration des dépenses de consommation a concerné l'ensemble des classes sociales, elle a plus bénéficié aux classes aisées et modestes qu'aux classes moyennes.*

## Structure des dépenses de consommation

Entre 1985 et 2007, les classes moyennes ont amélioré leur consommation en termes de qualité.

En effet, la structure des dépenses de ces classes a été marquée par une augmentation du poids des dépenses relatives :

- au transport et communication de 4,1% à 8,2% ;
- à l'hygiène et la santé de 4,5% à 7,6% ;
- à l'enseignement, loisirs et culture de 2,5% à 3,6% ;
- au logement de 19,3% à 21%.

Une évolution qui s'est opérée au détriment, notamment, de l'alimentation dont le poids a baissé de 52,5% à 45,2% et de l'habillement, de 7,2% à 3,3%. Cette tendance est toutefois à nuancer dans la mesure où, par référence aux classes aisées, les postes de consommation de base représentent encore une part importante du budget des classes moyennes. Les dépenses alimentaires notamment ne représentent plus que 28,6% dans la consommation des classes aisées, contre 45,2% pour les classes moyennes (52,5% pour les classes modestes) (fig.5 en annexe).

*L'augmentation des dépenses des classes moyenne s'est, ainsi, accompagnée d'une amélioration de la qualité de leur consommation, orienté, de plus en plus, vers des besoins autres que l'alimentation ou l'habillement. Cette évolution*

*est confirmée par la perception des classes moyennes, elles-mêmes, quant à l'amélioration de leur niveau de vie. En effet, si entre 1991 et 2001 seule la moitié des ménages a considéré que celui-ci s'est amélioré ou stagné, cette proportion a dépassé les deux tiers entre 1997 et 2007 (fig.6 en annexe).*

Cette tendance à l'amélioration de leur qualité de vie s'explique non seulement par l'amélioration de leurs revenus mais aussi par leur recours de plus en plus affirmé à l'endettement.

Si la proportion des ménages endettés, en 2007, parmi les classes moyennes atteint 31% contre 37,5% des ménages aisés et 27,3% des ménages modestes, entre 1999 et 2007, avec une augmentation du taux d'endettement de 33,5%, les classes moyennes arrivent en tête du peloton des classes sociales considérées. Celui-ci n'a progressé que de 25% pour les classes modestes et de 23,5% pour les classes aisées.

Rappelons que l'endettement des classes moyennes est destiné aux crédits :

- à la consommation courante dans 59% des cas
- immobiliers dans 25,1% des cas
- d'équipement ménager et d'acquisition de moyens de transport dans 15,9% des cas

## Conclusions :

Il ressort de cet aperçu que, depuis 2001, les classes moyennes au Maroc ont vu leur niveau de vie s'améliorer, après une longue période de détérioration. Cette amélioration s'est avérée, toutefois, moins importante que celles enregistrées par les deux autres classes sociales. En effet, si les classes modestes et vulnérables ont bénéficié des politiques de lutte contre la pauvreté, aucune politique explicite pro classes moyennes n'a été menée jusqu'à présent. Les classes aisées, quant à elles, auraient, notamment, profité des fruits de la croissance économique relativement forte enregistrée durant cette période.

Evolution des principales caractéristiques  
démographiques et socio-économiques  
des classes moyennes

## Elargissement des classes moyennes

Entre 2001 et 2007, rappelons-le, le poids démographique des classes moyennes a augmenté de 3,8%, après avoir connu un recul de 4,5% entre 1985 et 2001.

De leur côté, les classes modestes ont vu leur poids démographique reculer de 4% entre 2001 et 2007 après une augmentation de 4,5% durant la période précédente.

En revanche, le poids démographique des classes aisées a augmenté entre 1985 et 2001 de 12,8%, et *diminué* de 7,3% entre 2001 et 2007.

C'est ainsi qu'entre 2001 et 2007, l'effectif des classes moyennes a augmenté de 1,6 million (en solde net) dont 62% issus des classes modestes et 38,1% des classes aisées. C'est dire que l'élargissement des classes moyennes est attribuable, en grande partie, à la mobilité sociale ascendante des classes modestes au cours des années 2000.

Globalement, l'élargissement des classes moyennes au cours des années 2000 leur a permis de retrouver, en 2007, le poids démographique qu'elles avaient en 1985. Ce

constat est statistiquement vérifié quelle que soit la borne supérieure de la fourchette des revenus retenue pour les classes moyennes (fig. 8 en annexe).

### **Un comportement fécond qui s'apparente de plus en plus à celui des classes aisées**

*De par un comportement démographique qui s'apparente à celui des classes aisées, les classes moyennes semblent adopter une stratégie visant une meilleure qualité de la vie.*

C'est ainsi qu'avec une faible fécondité de 2 enfants par femme en 2007 (contre 2,5 en 1999), les classes moyennes adoptent un comportement franchement malthusien. Ils s'identifient, en cela, et de plus en plus, aux ménages aisés (1,5 enfants) et se démarquent de celui des ménages modestes (3 enfants). Cette identification qui relève d'une certaine aspiration à un mieux être les place aujourd'hui au seuil de non renouvellement des générations.

Par ailleurs, à l'instar des membres adultes des ménages aisés, les adultes des ménages moyens ont plus de facilité à quitter leur foyer pour une vie autonome. En revanche, les

adultes des ménages modestes ont, rarement, la possibilité de le faire.

C'est ainsi que la baisse de la fécondité explique pour 58% le recul de la taille moyenne, de 5,7 personnes en 1999 à 4,9 en 2007, des ménages relevant des classes moyennes, contre 42% pour la décohabitation. Concernant les classes aisées, dont la taille a connu une baisse de 4,1 à 3,6, la fécondité y a contribué pour 34% et la décohabitation pour 66%. Pour ce qui est des ménages modestes cette dernière n'a qu'un effet marginal (6%) c'est fondamentalement la baisse de la fécondité (94%) qui explique le recule de leur taille de 7,4 à 6,4 personnes.

Globalement, les classes aisées se recrutent plus parmi les ménages de taille réduite et les classes modestes parmi ceux de grande taille. Les classes moyennes, elles, se recrutent parmi tous les ménages quelle que soit leur taille, avec, toutefois, une tendance sensible à la baisse de leur poids démographique aux tailles élevées (plus de 3 personnes) se rapprochant en cela des classes aisées.

**La limitation des naissances des classes moyennes semblent s'inscrire dans une stratégie visant à se rapprocher du mode de vie des classes aisées, notamment par l'investissement dans le savoir et l'information.**

## Ouverture des classes moyenne sur le savoir et l'information

### **En termes d'accès au savoir :**

L'accès des classes moyennes au savoir, mesuré par le taux brut de scolarisation des 6-22 ans, s'est sensiblement amélioré entre 2001 et 2007. Ce taux qui est passé de 58,6% à 67,5% pour ces classes, reste relativement faible pour les classes modestes, malgré une hausse de 43% à 54% durant la même période.

Cette évolution de la scolarisation s'est accompagnée par une certaine tendance au recours à l'enseignement privé. En effet, la part des scolarisés dans ce secteur a augmenté de 12,9% à 14,3%, pour les classe moyennes et de 27,8% à 38,2% pour les classes aisées. Elle a, en revanche, diminué de 9,4% à 6,6% parmi les classes modestes.

Par ailleurs, les chefs de ménage relevant des classes moyennes ont un niveau d'instruction de plus en plus élevé. Entre 1985 et 2007, la part de ceux qui ne disposent d'aucun niveau d'instruction a enregistré une baisse de 29%, passant de 82,5% à 58,4% ; la part de ceux ayant un niveau d'enseignement fondamental a augmenté de 113%, passant de 14,8% à 31,6% ; ceux ayant un niveau secondaire

ont vu leur part augmenter de 2,0 à 7,2% contre 0,6% à 2% pour le niveau supérieur.

A noter également que, durant la même période, le taux d'accroissement annuel des classes moyennes a pratiquement stagné parmi les ménages dirigés par une personne dont le niveau scolaire ne dépasse pas le primaire. Il a, en revanche, augmenté de 1,7% parmi les ménages dirigés par une personne ayant le niveau « lycée » et de 1,9% pour le niveau supérieur.

**L'élargissement des classes moyennes, entre 1985 et 2007, a été plus sensible parmi les ménages dirigés par une personne de niveau d'études secondaires ou supérieures.**

**En termes d'ouverture sur le monde :**

Connaissance des langues

42% de la classe moyenne savent lire et écrire le Français sur une moyenne nationale de 40%, contre 26,7% dans les ménages modestes et 62% dans les ménages aisés. La connaissance du français dans les classes moyennes varie de 35% dans sa catégorie inférieure à 49% dans sa catégorie supérieure.

A noter également que 12% des classes moyennes connaissent une autre langue étrangère que le français,

contre 4,5% dans les ménages modestes et 33% dans les ménages aisés.

Entre 1999 et 2007, la proportion des classes moyennes qui lit et écrit une langue a augmenté pour l'arabe, de 55,4% à 62,6%, le français, de 34,4% à 42,1% et l'anglais, de 8,0% à 10,2%.

### **Accès à l'information**

Si le taux d'équipement des classes moyennes en micro-ordinateur (5,2%) reste globalement faible, plus de 8 sur 10 disposent d'un téléphone et d'une télévision et plus de la moitié d'une parabole.

### **Accès à la santé et à l'emploi**

Cette stratégie des classes moyennes se heurte, toutefois, à des carences en matière de santé et d'emploi des diplômés.

C'est ainsi que le taux de couverture médico-sanitaire des classes moyennes, malgré une augmentation de 18% entre 2001 et 2007, demeure relativement faible ; ne dépassant pas 17%, contre 49% parmi les classes aisées et 3% parmi les modestes.

On notera toutefois que 49% des classes moyennes effectuent leurs consultations médicales auprès du secteur

privé, contre 45% auprès du secteur public (dispensaires, centre de santé et hôpitaux publics). Le reste des consultations s'opère, notons-le, auprès d'une pharmacie (5%) ou d'une officine traditionnelle (1%). Cette structure n'a pas connu de changement notable entre 2001 et 2007.

En matière d'emploi, malgré une baisse du chômage de 14,8% en 2001 à 14,1% en 2007, qui a bénéficié à l'ensemble des actifs dont notamment les diplômés de niveau moyen et les diplômés de niveau supérieur, le niveau de chômage de ces derniers demeure élevé avec respectivement 23,5% et 31,9% (contre 26% et 42% pour les classes modestes).

Elles sont en cela beaucoup moins favorisées que les classes aisées dont les membres ayant un diplôme moyens ont relativement moins de difficultés à s'insérer dans le marché du travail. Leur taux de chômage respectif s'établit à 17% et 8,6%.

Il y a lieu de noter, toutefois, que, à maintes égards, l'évolution du comportement des classes moyennes en matière d'emploi laisse apparaître certains points communs avec les classes aisées. Il s'agit, notamment de leur propension à s'orienter vers l'emploi dans le secteur tertiaire et à compter de plus en plus de salariés.

C'est ainsi que, entre 2001 et 2007, le poids démographique des classes moyennes urbaines dans ce secteur s'est apprécié de 3,6% par an, au détriment du secteur primaire qui a vu ce poids régresser de 1,4%. L'emploi de ces classes dans le secteur secondaire a pratiquement stagné durant cette période.

Ce comportement des classes moyennes s'apparente à celui des classes aisées, qui abandonnent les secteurs primaire et secondaire vers le tertiaire. Les classes modestes, quant à elles, continuent d'alimenter le secteur secondaire où leur poids démographique a augmenté de 2,5% par an durant la même période.

De même l'emploi salarié parmi les classes moyennes a progressé de 40,5% en 2001 à 51,5% en 2007. Durant ce temps, l'emploi indépendant a baissé de 31% à 22%.

Globalement l'emploi rémunéré des classes moyennes a augmenté, entre 2001 et 2007, de 92% à 95,5% en milieu urbain et de 51,6% à 55,5% en milieu rural.

### **Urbanisation**

Entre 1985 et 2007, l'élargissement des classes moyennes a été exclusivement le fait du milieu urbain. Le taux d'accroissement annuel des classes moyennes a été de 1,6%

à l'échelle nationale, 3,0% dans le milieu urbain, contre une baisse de 0,1% dans le milieu rural.

Nous avons déjà souligné lors de la précédente conférence la corrélation significative entre la dynamique urbaine et l'élargissement des classes moyennes. Globalement, c'est dans les régions les plus urbanisées que la proportion des classes moyennes est la plus importante.

Dans cette dynamique urbaine, les classes moyennes adoptent une stratégie d'amélioration de leurs conditions de vie en général et de leur conditions d'habitat en particulier.

### **Habitat et accès à la propriété**

C'est ainsi, qu'entre 2001 et 2007, l'habitat des classes moyennes urbaines s'est amélioré sensiblement, la part des résidents dans les villas/appartements a augmenté de 40% (contre 64% pour la classe aisée). Celle des résidents dans les maisons modernes a augmenté de 6% (contre une baisse de 23% pour la classe aisée et une augmentation de 46% pour la classe modeste).

En revanche cette part a baissé de 40% pour les maisons marocaines (contre 42% pour la classe aisée et 53% pour

les classes modestes) et de 29% pour les logements sommaires (15% pour la classe modeste) durant la même période.

C'est ainsi qu'en 2007 :

- 68% des ménages moyens urbains résident dans des maisons modernes, et en sont propriétaires à concurrence de 63% ;
- 15% dans des appartements (propriétaire: 68%) ;
- 1,3% dans des villas (propriétaire: 59%) ;
- 8% dans des maisons traditionnelles (propriétaires: 58,2%) ;
- 6% dans un habitat sommaire (propriétaire: 75%).

A noter toutefois que si près des deux tiers des ménages moyens en milieu urbain sont propriétaires de leur logement. Ce pourcentage a augmenté entre 2001 et 2007, passant de 62,5% à 63,4%.

Ce sont surtout les ménages aisés et modestes qui ont bénéficié de l'évolution globale de l'accès à la propriété. En effet, ce pourcentage est passé, pour les premiers, de 58,8% à 65% et pour les seconds de 61,4% à 67,1%.

### **Accès aux services sociaux de base**

L'évolution, entre 2001 et 2007, de l'accès aux services sociaux de base s'est opérée au profit des classes moyennes et, davantage encore, des classes modestes. C'est ainsi que l'accès à l'eau potable a augmenté de 68% à 72% pour les classes moyennes, de 37% à 45% pour les classes modestes et 89% à 90% pour les classes aisées

Quant au taux d'accès à l'électricité, il a augmenté de 76% à 89% pour les classes moyennes, de 43% à 69% pour les classes modestes et 95% à 98% pour les classes aisées

### **Accès aux biens durables**

En l'absence de données antérieures sur certains équipements, dont notamment la disposition d'une voiture personnelle, on se limitera, dans cet examen de l'évolution à quelques biens.

C'est ainsi que la part des ménages appartenant aux classes moyennes disposant d'une télévision a pratiquement doublé entre 1999 et 2007, passant de 41,8% à 81,2%. Celle relative aux classes modestes, a été multipliée par 6 environ pour atteindre 52,5% en 2007, soit un niveau encore manifestement faible en comparaison avec les classes moyennes.

La part des ménages disposant d'une parabole a augmenté de 16% à 51% pour les classes moyennes, de 2% à 21% pour les classes modestes et de 53% à 84% pour les classes aisées.

L'équipement des ménages en micro-ordinateur reste globalement faible au Maroc, il est d'à peine 0,6% parmi les classes modestes, 5% parmi les classes moyennes (contre 0,1% en 1999) et 32% parmi les classes aisées (contre 4% en 1999).

L'équipement en réfrigérateurs a, de son côté, progressé de 41% à 70% pour les classes moyennes, de 10% à 35% pour les modestes et de 80% à 91% pour les classes aisées.

**Ces évolutions montrent que les classes moyennes ont tendance à mieux s'équiper en biens durables. Elles s'approchent, à ce égard, davantage des classes aisées que des classes modestes.**

## **Annexes**

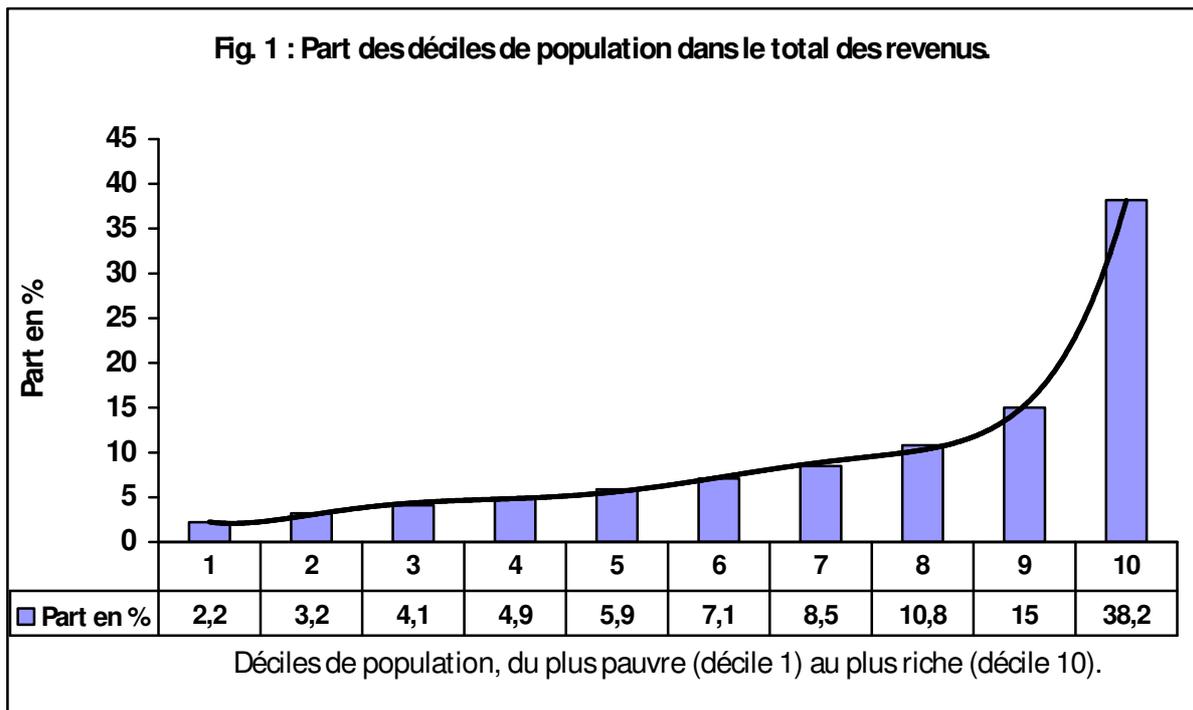


Fig. 2 :

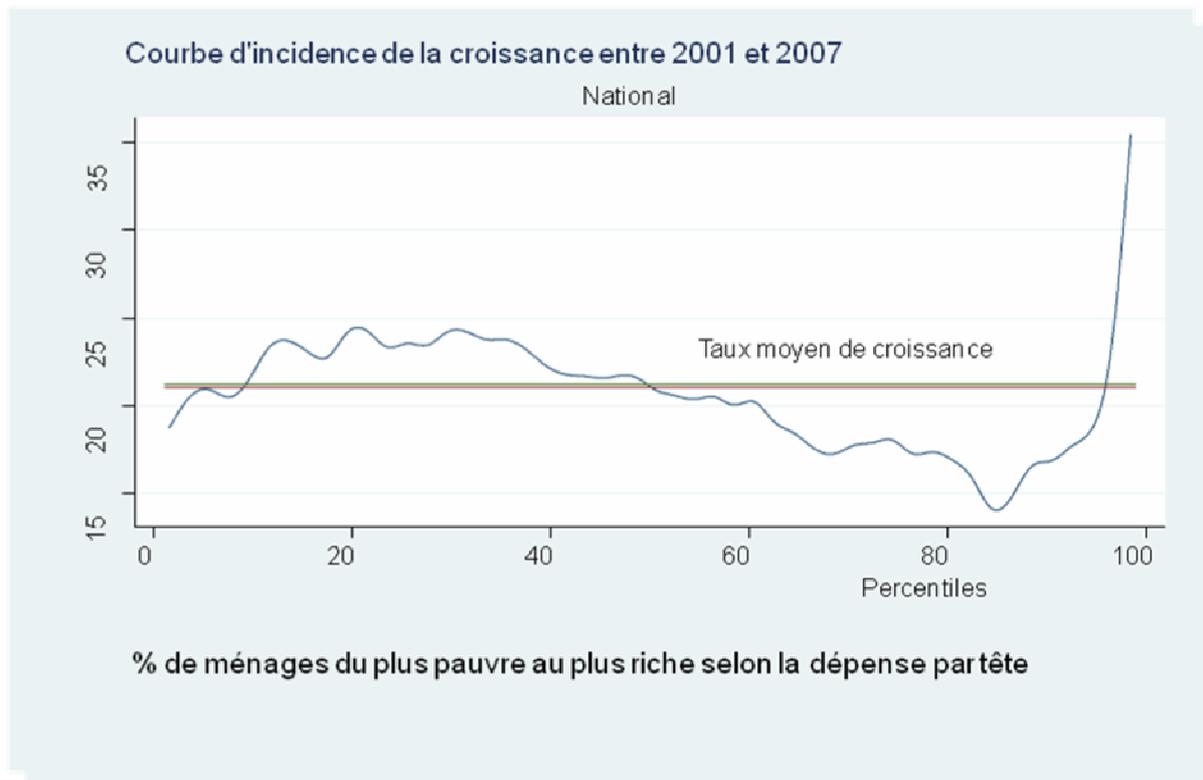


Fig. 3: Taux d'accroissement de l'IDH en %

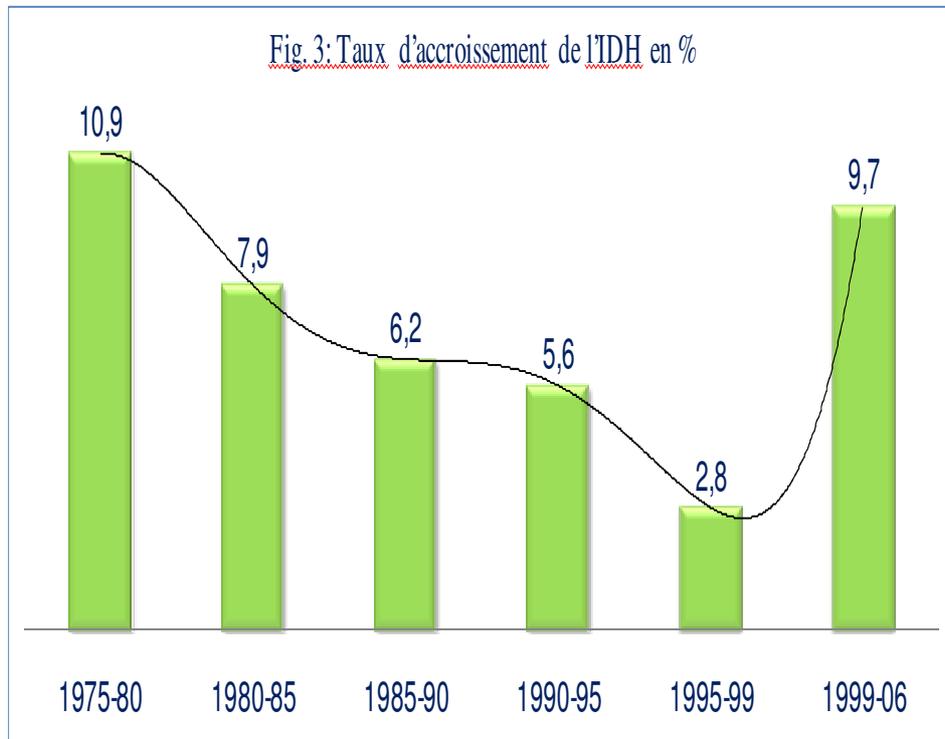


Fig. 4: Taux de croissance des dépenses de consommation par habitant selon les classes sociales

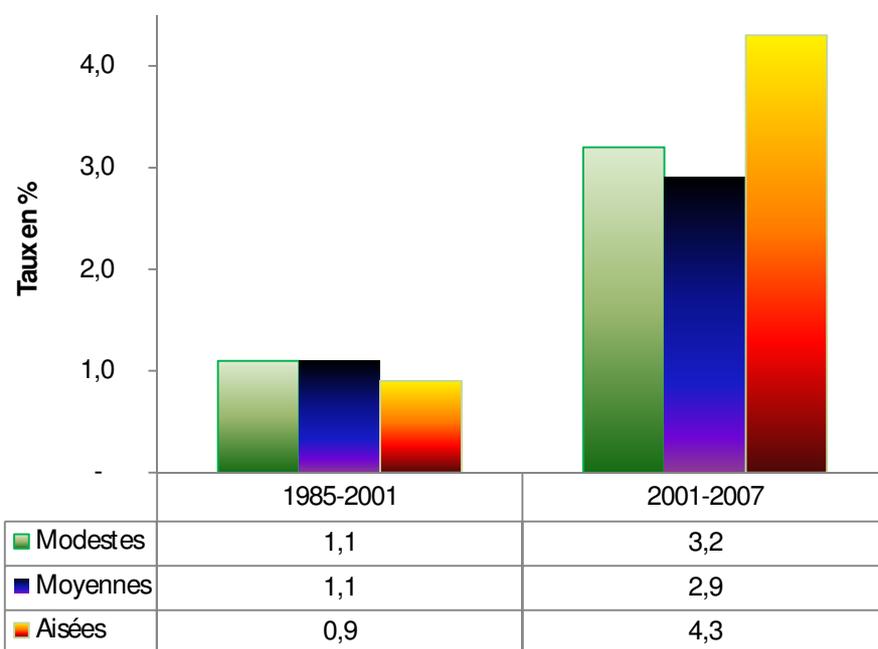
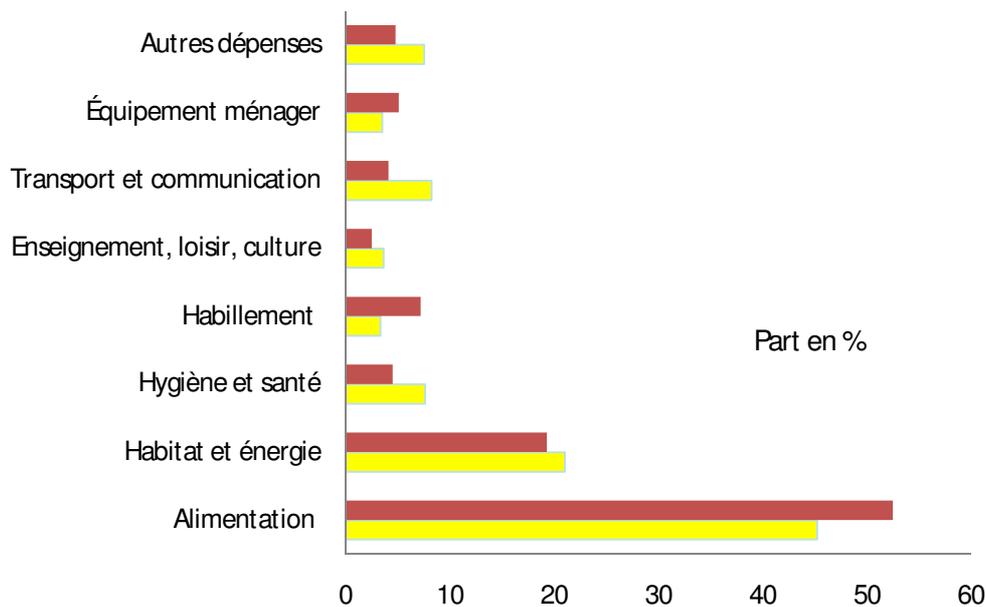


Fig. 5: Evolution de la structure des dépenses.



	Alimentation	Habitat et énergie	Hygiène et santé	Habillement	Enseignement, loisir, culture	Transport et communication	Équipement ménager	Autres dépenses
■ 1985	52,5	19,3	4,5	7,2	2,5	4,1	5,1	4,8
■ 2007	45,2	21	7,6	3,3	3,6	8,2	3,5	7,5

Fig. 6: Perception de l'évolution des niveaux de vie par les classes moyennes durant les périodes 1991-2001 et 1997-2007

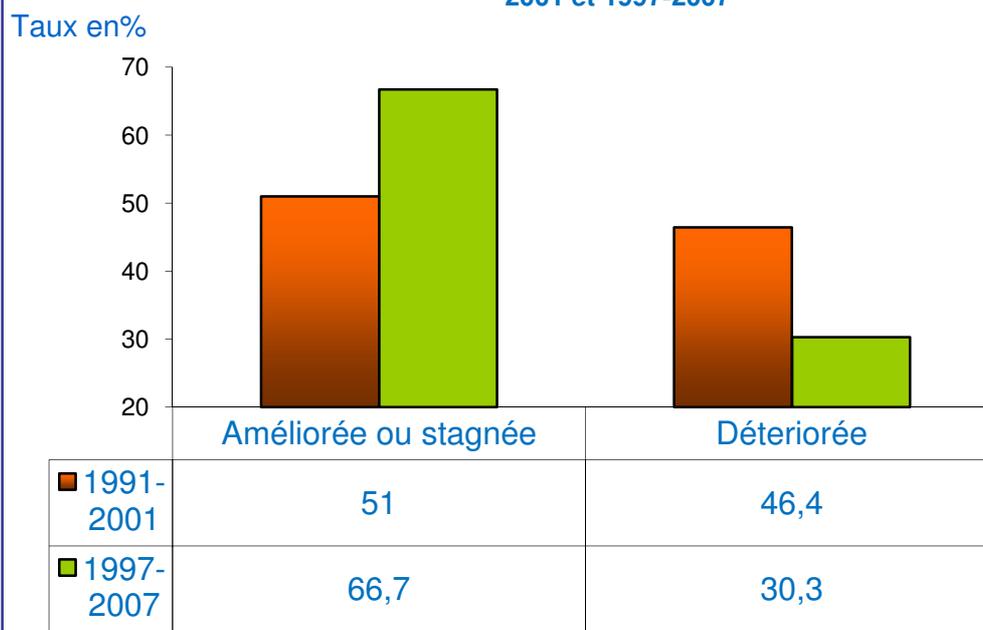


Fig. 7: Taux d'endettement des classes sociales en 1999 et 2007 .

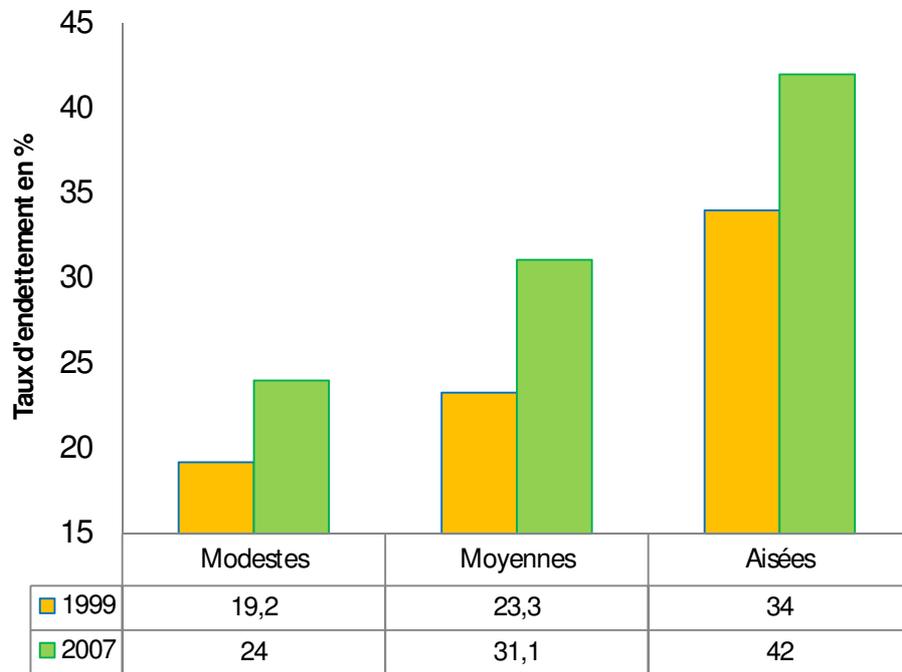
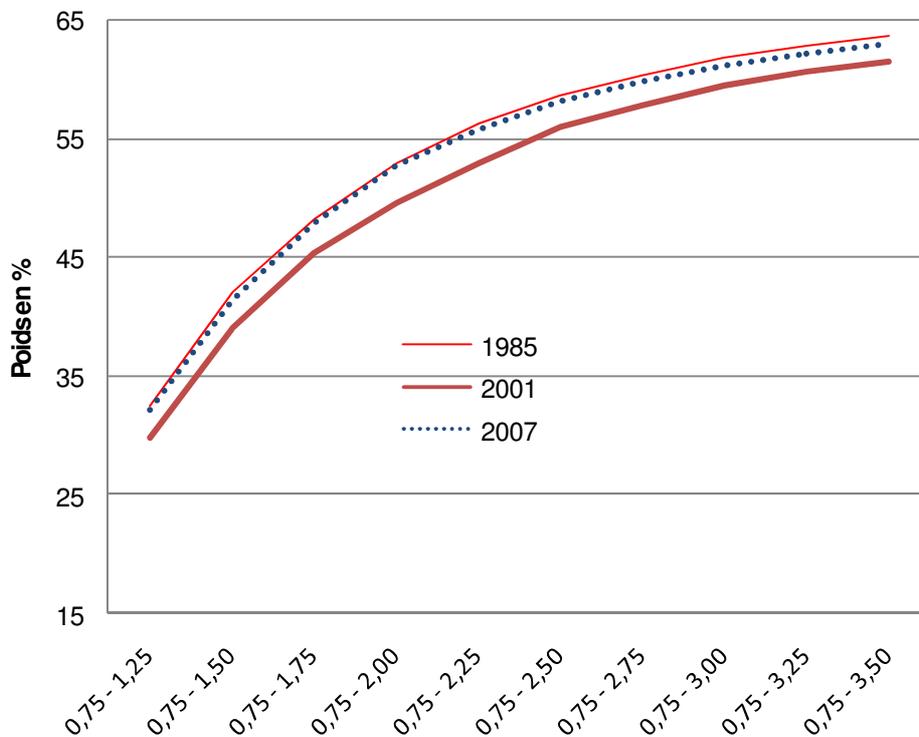
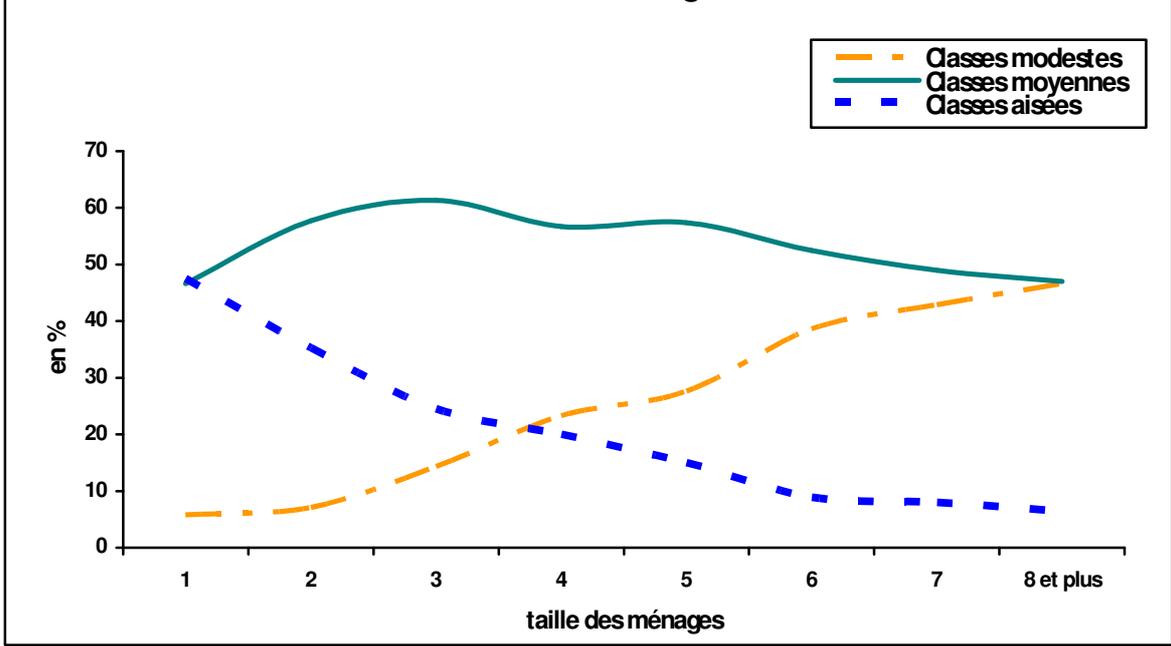


Fig. 8: Poids démographique des classes moyennes selon les diverses fourchettes des dépenses.



**Fig. 9: Structure des classes sociales selon la taille des ménages**



**Fig. 10: Structure des classes moyennes selon la catégorie et la taille des ménages**

